



TAFTA : les dangers révélés !

Une fuite sans précédent sur les négociations du TAFTA atteste de l'extrême dangerosité du projet d'accord pour la santé, l'emploi, l'agriculture et l'environnement. Cette prise de conscience politique et médiatique récente et l'attention donnée à cette fuite n'auraient pas eu lieu sans la forte mobilisation citoyenne depuis trois années.

Communiqué de Presse

Une nouvelle fuite (disponible sur ce lien : <http://ttip-leaks.org>) confirme les craintes du Collectif Stop TAFTA qui fait campagne depuis près de 3 années contre les accords transatlantiques, TAFTA et CETA.

« Ces 248 pages du projet d'accord entre l'UE et les États-Unis montrent que les lignes rouges quant à la protection du modèle agricole français, des normes sociales, sanitaires et environnementales sont bafouées une à une » déclare Karine Jacquemart de l'association Foodwatch France. « Et ce jusqu'au principe de précaution qui serait remis en cause, malgré les dénégations de Mme Malmström ».

Le Collectif Stop TAFTA appelle le gouvernement à définitivement refuser la signature du CETA et de plaider officiellement pour la clôture des négociations sur le TAFTA.

Le collectif dénonce également le double discours de la Commission européenne qui jure de donner des garanties face aux velléités américaines lorsqu'il s'avère que c'est elle qui est motrice dans les négociations.

« Le gouvernement doit maintenant passer aux actes et mettre fin aux négociations du TAFTA une bonne fois pour toute. » appelle Nicolas Roux, de l'association Les Amis de la Terre.

« C'est la mobilisation de nombreuses organisations et de millions de citoyen.ne.s européen.ne.s, qui ont permis de mettre en lumière le bradage de nos standards sociaux, alimentaires et environnementaux mais également de l'attaque frontale, mais subreptice, portée à la démocratie notamment via les mécanismes de coopération réglementaire et de règlement des différends investisseurs-états » rappelle Johan Tyszler de l'association AITEC.

Et d'ajouter « Ces dispositions hautement décriées sont également présentes dans le texte final du CETA qui sera discuté par le Conseil européen le 13 mai. En clair, le CETA est le cheval de Troie du TAFTA, et doit donc être traité comme tel : le gouvernement français doit s'y opposer ».

#TTIPleaks

Contacts :

- Questions générales, climat/environnement, et mobilisation : Johan Tyszler, johan.aitec@reseau-ipam.org 06 75 52 22 37
- Alimentation : Karine Jacquemart, foodwatch France, karine.jacquemart@foodwatch.fr 06 68 87 04 04
- Agriculture et arbitrage d'investissement (ISDS/ICS) : Nicolas Roux, Amis de la Terre, nicolasroux@gmail.com, 07 70 15 39 19
- Agriculture : Emmanuel Aze, Confédération Paysanne, manu1974@laposte.net 06 87 32 77 63